

Commune de **ST-BARDOUX**

# Plan Local d'Urbanisme

## 5a – Annexes (*Pièces écrites*)

- Servitudes d'utilité publique
- Eléments relatifs au réseau d'eau potable
- Eléments relatifs au réseau d'assainissement
- Eléments relatifs à l'élimination des déchets

PRESRIPTION DU PROJET D'ELABORATION	ARRET DU PROJET D'ELABORATION	APPROBATION
3 décembre 2001	1 <sup>er</sup> mars 2004	27 mars 2006

**BEAUR SA**

Bureau d'Etudes d'Aménagement Urbain et Rural

Claude BARNERON

Urbaniste O.P.Q.U.

39 Avenue de la Déportation

26100 ROMANS

5.02.116

mars-06

## **ANNEXE ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'EAU POTABLE**

La Commune de ST-BARDOUX est alimentée en eau potable par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Veauce.

Il n'y a pas de captage sur le territoire communal, seuls deux réservoirs y sont implantés.

Ce réseau est en capacité de faire face à une augmentation de population, un renforcement des conduites sera néanmoins à prévoir dans certains quartiers en fonction de l'urbanisation prévue.

## ANNEXE

# ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

La commune ne dispose d'aucun réseau collectif d'assainissement.

Un schéma général d'assainissement avait été élaboré en 1997. Dans le cadre de l'élaboration du P.L.U., la commune a souhaité étudier les scénarios d'assainissement envisageables sur les secteurs urbanisables et compléter ce schéma préliminaire.

Les solutions d'assainissement pour les hameaux épars ont également été étudiées. Un zonage assainissement a ainsi été établi qui détermine les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif.

L'aptitude des sols est globalement médiocre et donc inapte à l'assainissement autonome sur de vastes surfaces urbanisées ou urbanisables du village, de Piedmelion, des Voyrasiers, du Lat et de Sainte-Baudille.

La commune a décidé de se tourner vers la création d'un réseau d'assainissement collectif pour les zones urbanisables afin :

- de supprimer une partie des installations d'assainissement autonome défaillantes en offrant une alternative à l'assainissement autonome ;
- d'apporter une solution rationnelle aux problèmes d'assainissement des zones urbanisables.

Le traitement des eaux usées sera assuré par une station communale de type « filtres plantés de réseaux » qui sera implantée au nord du village.

Le réseau de collecte de type séparatif desservira le village puis les zones à urbaniser du Bois de la Feuille. Cinq tronçons principaux sont prévus : les deux premières tranches prévues devraient d'ici 2005 desservir les habitations existantes du village puis le quartier du Bois de la Feuille.

## **ANNEXE ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS**

Le ramassage des ordures ménagères est géré par la Communauté de Communes du Pays de Romans : une collecte individuelle hebdomadaire est assurée.

Le traitement des déchets est réalisé par le SYTRAD.

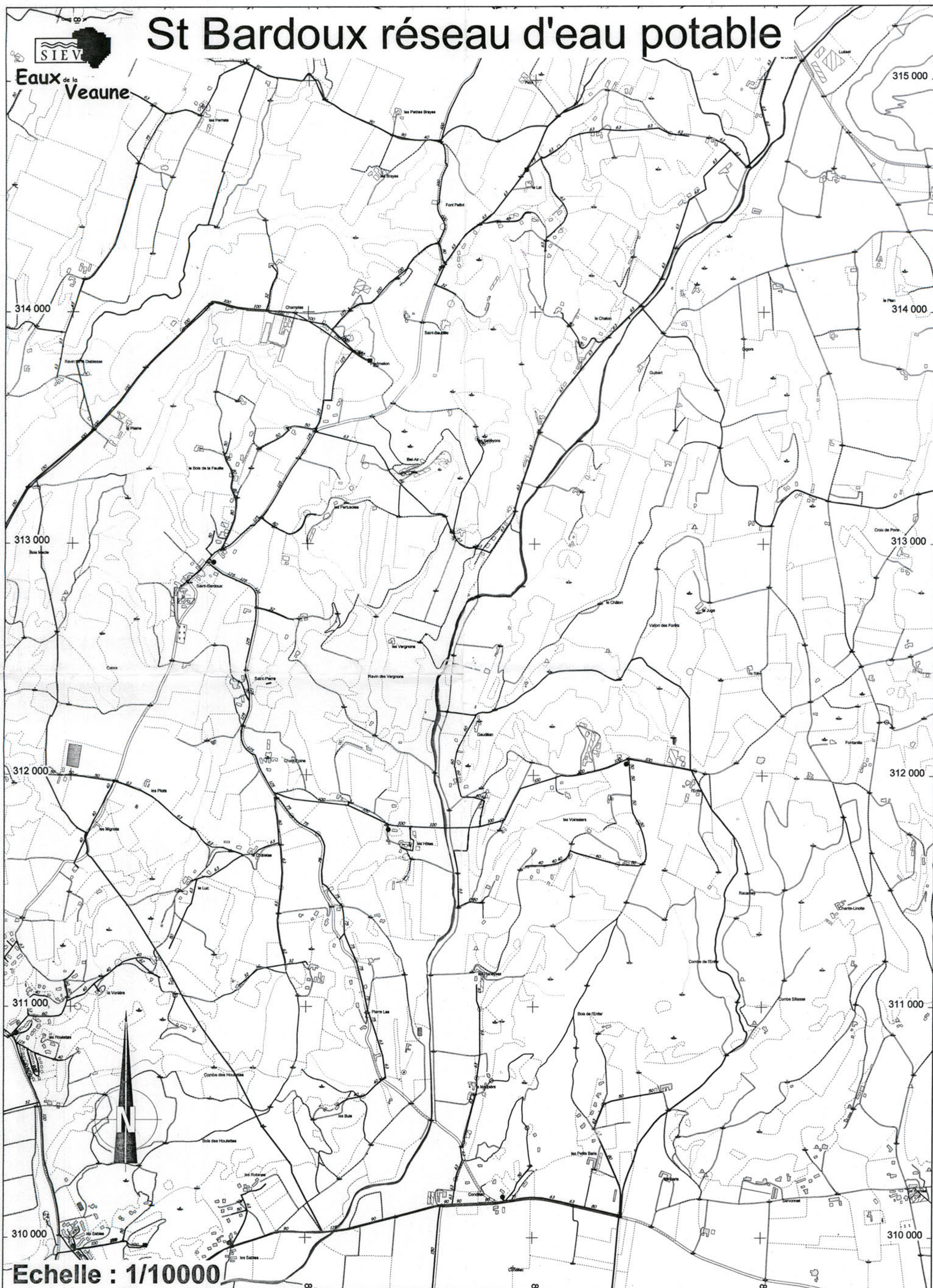
Des conteneurs pour le tri sélectif sont par ailleurs à disposition des habitants qui peuvent également utiliser la déchetterie de Mours ou de Romans.



SIEV

Eaux de la  
Veauce

# St Bardoux réseau d'eau potable

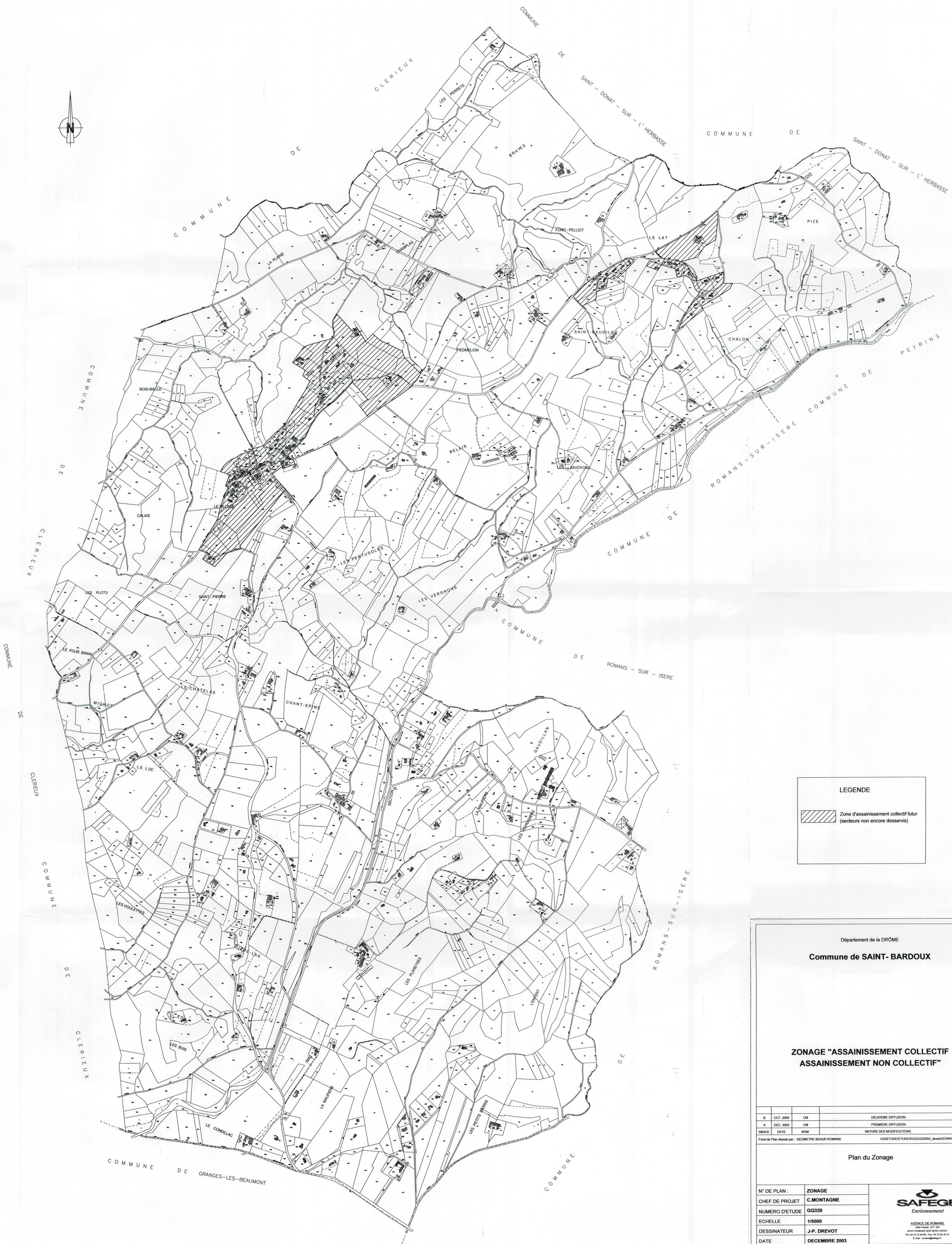


Echelle : 1/10000

Edité le 21/02/2003

La position et le diamètre des réseaux sont donnés à titre indicatif. Des DICT doivent être faites avant commencement de travaux  
La dimension d'un réseau ne permet pas de préjuger de sa capacité à assurer un service. Ce plan ne doit pas être communiqué à des tiers sans l'accord explicite du syndicat des eaux.





LEGENDE

 Zone d'assainissement collectif futur  
(secteurs non encore desservis)

Département de la DRÔME

**Commune de SAINT-BARDOUX**

**ZONAGE "ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF"**

B	OCT. 2005	CM	DEUXIEME DIFFUSION	CM
A	DEC. 2003	CM	PREMIERE DIFFUSION	CM
INDICE	DATE	NOM	NATURE DES MODIFICATIONS	VERIFIE

Fond de Plan dressé par : GEOMETRE BEAUX ROMANS ASSETUDE/ETUDE/SIG/GQ320/0\_session/ZONAGE\_GQ320.DWG

Plan du Zonage

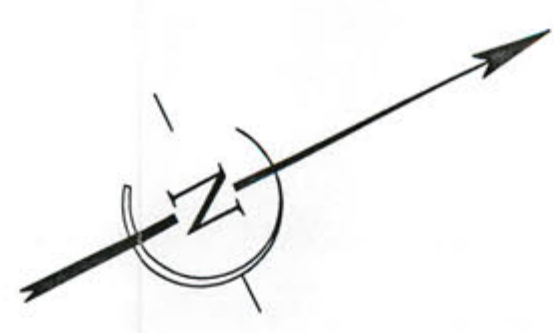
N° DE PLAN :	ZONAGE
CHEF DE PROJET :	C.MONTAGNE
NUMERO D'ETUDE :	GQ320
ECHELLE :	1/5000
DESSINATEUR :	J.-P. DREVOT
DATE :	DECEMBRE 2003

**SAFEGE**  
Environnement

AGENCE DE ROMANS  
30000 Romans (D.R.)  
0177 ROMANS SUR ISERE CEDEX  
Tel : 01 75 75 00 00 Fax : 01 75 75 11 11  
E-mail : romans@safegep.fr

Ce plan est la propriété de SAFEGE Environnement. Il ne peut être reproduit, modifié et diffusé sans autorisation.





Département de la Drôme

Commune de  
Saint-Bardoux

# Plan Local d'Urbanisme

ZAD

Echelle	Prescription de l'élaboration	Arrêt du projet	Approbation	ETAPE
1/ 5000	03-12-2001	01-03-2004	27-03-2006	Approbation



**Commune de ST-BARDOUX**

**Plan  
Local  
d'Urbanisme**

**Pièce complémentaire**

**6b-Eléments du Porté à Connaissance**

<b>PRESCRIPTION DU PROJET D'ELABORATION</b>	<b>ARRET DU PROJET D'ELABORATION</b>	<b>APPROBATION</b>
<b>3 décembre 2001</b>	<b>1<sup>er</sup> mars 2004</b>	<b>27 mars 2006</b>

**B E A U R S A**

**Bureau d'Etudes d'Aménagement Urbain et Rural**

**Claude BARNERON**

**Urbaniste O.P.Q.U.**

**39 Avenue de la Déportation**

**26100 ROMANS**

© 1999-2007 1204971 0000 Bureau d'Aménagement Urbain et Rural

**5.02.116**

**mars-06**





PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Direction  
Départementale  
De l'Équipement  
Drôme

Valence, le 24.12.2001



service  
Habitat et Ville  
missions de l'Etat  
en Urbanisme

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
26260 SAINT BARDoux

**Objet :** Elaboration du Plan Local d'Urbanisme  
Porter à Connaissance  
**Réf. :** Loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000  
Votre délibérations du 3 décembre 2001  
**Affaire suivie par** P.ROQUES  
**N/Réfer :** PR/066  
**P. J. :** Porter à la Connaissance Juridique

Par délibération en date du 3 décembre 2001, vous avez décidé de réviser votre plan local d'urbanisme dans les conditions fixées par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains conformément à l'article L123 19 du code de l'urbanisme.

Cette loi du 13 décembre 2000 a défini des orientations nouvelles fondamentales portant sur trois grands principes :

- **l'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement rural, et la préservation des espaces** affectés aux activités agricoles et forestières, la protection des espaces naturels et des paysages tout en respectant les objectifs du développement durable.
- **la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale** dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural tout en prévoyant des capacités de construction suffisante pour des besoins immédiats et futurs dans les domaines de l'habitat, du commerce, des activités sportives et culturelles, des équipements publics, des moyens de transports et de la gestion des eaux.
- **une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux**, la maîtrise des besoins de déplacement, de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces sonores. la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions, des nuisances de toute nature.

Conformément aux articles L121-2 et R 121-1 de cette loi, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les principaux textes juridiques qui devront être pris en considération lors de l'élaboration de votre document ainsi que d'autres éléments pouvant contribuer aux réflexions que vous devrez mener prochainement.



Si d'autres prescriptions, servitudes ou projets sont établis ultérieurement, ils vous seront communiqués avant l'arrêt définitif du document qui sera soumis à l'enquête publique.

En dehors de ces aspects juridiques d'autres informations à caractères techniques vous seront ultérieurement communiqués par mes services et commentés dans le cadre de l'association (article L123-7 du code de l'urbanisme) et des réunions prévues.

Je vous rappelle enfin que l'association des services de l'Etat vous a été notifiée précédemment.

Par délégation  
Le Secrétaire Général

Jacques MODIN



**Commune de SAINT BARDOUX**  
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme  
Éléments du Porter à la Connaissance et pièces annexes

## **I – PREAMBULE**

### **1) LES OBJECTIFS DE LA LOI SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAINS**

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains se donne pour ambition de promouvoir un développement urbain équilibré, cohérent et durable qui intègre simultanément les différents champs du développement local.

Ces dispositions conduisent à aborder les objectifs d'aménagement dans leur globalité, en considérant notamment les questions du logement et des déplacements comme des composantes essentielles des politiques urbaines.

Les plans locaux d'urbanisme (PLU), désormais réfléchis en concertation avec les habitants, ont pour vocation de traduire les orientations communales et prendre en compte les impératifs de l'aménagement urbain (ainsi que les réalités du développement durable) et de définir le cadre juridique de l'urbanisme de la commune.

#### **Le Plan Local d'Urbanisme garantira alors :**

- la mixité sociale en matière d'habitat ce qui conduira à définir une bonne répartition du logement social sur le territoire communal;
- le respect de l'environnement par la définition de mesures destinées à assurer la sauvegarde du patrimoine naturel ou bâti et la maîtrise de l'expansion urbaine ;
- la bonne diversité et l'équilibre des fonctions urbaines entre l'emploi, l'habitat, la fonction commerciale, ...

Ces grands principes permettront de définir un développement équilibré de la commune conformément aux objectifs de l'article L 121-1 du Code de l'Urbanisme.

**Le Plan Local d'Urbanisme, enrichi dans son contenu, permettra l'expression d'une logique de projet inscrite dans le « projet d'aménagement et de développement durable » de la commune.**

Ce plan intégrera l'ensemble des projets d'aménagement intéressant le territoire communal.

### **2- LA DEMARCHE D'ETUDE : L'association des personnes publiques**

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains définit les modalités d'association des personnes publiques en distinguant les services de l'Etat (Article L 123-7) et les autres personnes publiques.

- a) Les services de l'Etat que je désigne pour être associés aux études de votre plan local d'urbanisme sont les suivants :

- La Direction Départementale de l'Équipement
- La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt



- La Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche.
  - La Direction Régionale des Affaires Culturelles Service Régional de l'Archéologie
- Ces services seront associés au minimum à une réunion au cours de laquelle seront explicitées les données techniques complémentaires au porter à connaissance que je vous transmets ci-joint.

D'autres réunions pourront être définies à votre initiative ou, le cas échéant, à ma demande.

- b) Les autres services définis à l'article L 123.8 (Conseil Régional, Conseil Général, autres EPCI, communes limitrophes....) seront consultés à leur demande sur le projet de PLU.

### 3) – LE DEROULEMENT DE LA DEMARCHE

Qu'il s'agisse de l'élaboration ou de la révision d'un plan local d'urbanisme, le déroulement de la procédure devra respecter les phases suivantes :

- a) L'acte de prescription initialise la démarche et précise les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales ainsi que les autres personnes associées, notamment les représentants de la profession agricole.
- b) La phase d'étude proprement dite au cours de laquelle il vous revient de conduire l'association des services de l'Etat et assurer la consultation des autres services.

Cette phase permet l'arrêt par le Conseil Municipal du projet de PLU après avoir débattu et conclu sur :

- le contenu du projet d'aménagement et de développement durable ;
- le bilan de la concertation menée avec la population.

- c) La phase d'instruction administrative du PLU qui comprendra les deux procédures suivantes :

- la consultation des services qui s'échelonne sur une durée de trois mois
- l'enquête publique sur le PLU auquel sera annexé l'avis des services publics.

- d) L'approbation par le Conseil Municipal du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié à la suite des consultations précédentes.

## II – LES DISPOSITIONS JURIDIQUES GENERALES

Les documents d'urbanisme, élaborés sous la responsabilité des collectivités locales doivent s'inscrire dans les grands principes généraux de l'aménagement définis par les lois et règlements.

Ces orientations sont les suivantes :

- 1) Les dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 110 créé par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 énonce les grands principes suivants :

#### Article L 110 :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.



- 2) - La Loi sur l'Eau (loi du 3 janvier 1992) définit les modalités d'une gestion équilibrée de la ressource en eau visant à :
- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides
  - la protection des eaux et la lutte contre toute pollution
  - la restauration de la qualité des eaux et de leur régénération
  - la protection de la ressource en eau
  - la valorisation de l'eau comme ressource économique.

**CODE DE L'ENVIRONNEMENT : Eau et milieux aquatiques (article L210-1)**

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis.

- 3) -La prise en compte de l'environnement qui, (en dehors des installations et des risques naturels évoqués dans le chapitre III) précise :

- Les modalités de gestion du paysage naturel :  
qu'elles soient générales :

Article : L 110.2 du code de l'environnement :

II – Les lois et règlements organisent le droit de chacun à un environnement sain et contribuent à assurer un équilibre harmonieux entre les zones urbaines et les zones rurales.

Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement.

Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences en particulier

- 4)- Les directives de gestion des monuments historiques (classés ou inscrits) pour lesquels des modalités particulières peuvent être décidées sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, après accord de la commune.

- 5) – La loi de lutte contre les exclusions (29 juillet 1998) et la loi de solidarité et de renouvellement urbain (13 décembre 2000) précisent dans les volets logement respectifs les dispositions fondamentales que doivent prendre en compte les plans locaux de l'urbanisme, qu'il s'agisse de logements pour les plus défavorisés, des seuils minimums de logement sociaux requis dans certains territoires ou obligations d'hébergement des gens du voyage (selon les dispositions complémentaires de la loi du 5 juillet 2000)

- 6)- La loi d'orientation agricole :

**Chapitre Ier : Dispositions générales**

**Article L111-1 du code rural**

L'aménagement et le développement durable de l'espace rural constituent une priorité essentielle de l'aménagement du territoire.

La mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier prennent en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale.

**Article L111-2 du code rural**

Pour parvenir à la réalisation des objectifs définis en ce domaine par le présent titre, la politique d'aménagement rural devra notamment :

- 1° Favoriser la mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques locales de l'espace agricole et forestier ;
- 2° Améliorer l'équilibre démographique entre les zones urbaines et rurales ;
- 3° Maintenir et développer la production agricole et forestière tout en intégrant les fonctions



environnementales et sociales de ces activités et en organisant leur coexistence avec les activités non agricoles ;

4° Assurer la répartition équilibrée des diverses activités concourant au développement du milieu rural ;

5° Prendre en compte les besoins en matière d'emploi ;

6° Encourager en tant que de besoin l'exercice de la pluriactivité dans les régions où elle est essentielle au maintien de l'activité économique ;

7° Permettre le maintien et l'adaptation de services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement.

#### **Article L112-3 du code rural**

Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations d'origine dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du centre régional de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents.

Ces avis sont rendus dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Ces dispositions s'appliquent aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite à la date de publication de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.

### **III – LES SERVITUDES, LES PROJETS D'INTERET GENERAL ET LES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **1) – LES SERVITUDES**

Le plan local d'urbanisme doit comporter les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Sur votre commune, la liste des servitudes arrêtée à ce jour est jointe en annexe ; les documents correspondants sont mis à disposition de la commune dans les locaux de la DDE (service SHV/Mission de l'Etat en Urbanisme)

#### **2) – LES PROJETS D'INTERET GENERAL**

Il s'agit d'opérations d'aménagement ou d'équipement qui conformément aux articles L 121-9 et R 121-3, s'imposent au Plan Local d'Urbanisme.

A ce jour, aucun projet d'intérêt général n'a été recensé sur le territoire de votre commune.

#### **3) - LES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

##### **a) Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine :**

Il n'y a pas de prescription particulière

##### **b) Le Service des Armées**

Il n'y a pas de prescription particulière

##### **c) La Direction Régionale de l'Environnement :**

Le sud du territoire communal est inséré entre deux zones des communes voisines proposées pour être intégrées au réseau européen NATURA 2000. Un classement en zone A ou N de ce secteur s'impose compte tenu de la proximité de ces deux sites.

##### **d) La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :**

Il n'y a pas de prescription particulière

##### **g) La Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche :**

Il n'y a pas de prescription particulière

##### **h) Le Ministère de l'Education Nationale (Académie de Grenoble)**

Il n'y a pas de prescription particulière

##### **i) La Mission inter-services de l'eau :**



- Il n'y a pas de prescription particulière
- j) La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
La commune fait partie de la zone AOC : noix de Grenoble
  - k) La Direction Régionale de l'Archéologie Rhône Alpes  
Il n'y a pas de prescription particulière
  - l) La Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports  
Il n'y a pas de prescription particulière
  - m) La Direction Départementale de l'Equipement :  
Il n'y a pas de prescription particulière

#### LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES :

- n) Le Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection civile  
Ce service vous rappelle que votre commune a été déclarée sinistrée par des inondations par arrêtés des 11/10/1993 et 28/01/2000 parus aux journaux officiels les 12/10/1993 et 11/02/2000.
- o) La Direction Départementale de l'Equipement :  
Il n'y a pas de prescription particulière

#### **Pièces jointes au porteur à connaissance**

Liste des servitudes à reporter dans le PLU

Plan servitude I3

Fiche recensement agricole

Fiche incendie secours

Carte NATURA 2000

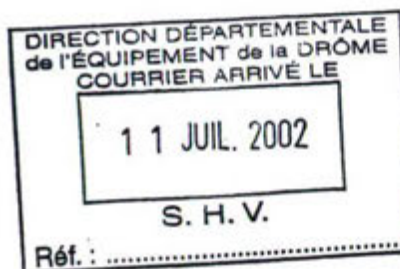


# PREFECTURE DE LA DROME

Cabinet du Préfet

SERVICE DÉPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

Affaire suivie par : Lieutenant C. DURINGER  
Tél direct : 04.75.82.73.20



## ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Dispositions retenues par les Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Drôme afin de permettre l'acheminement du matériel incendie et de lutter efficacement contre tout sinistre.

### 1°) - RESEAU VOIRIE :

La desserte des bâtiments, quelle que soit leur destination doit répondre au minimum aux prescriptions des arrêtés du 25 juin 1980 et du 31 janvier 1986 qui précisent notamment :

**Largeur de la chaussée** : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues ;

**Force portante calculée pour un véhicule de 13 tonnes** ;

(4 tonnes sur l'essieu avant, 9 tonnes sur l'essieu arrière) ;

**Rayon intérieur minimum** : 11 mètres ;

**Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule** : 3,50 mètres ;

**Pente inférieure** à 15 pour 100.



## 2°) - RESEAU HYDRAULIQUE :

Les besoins hydrauliques destinés à la défense contre l'incendie sont exprimés en litres/minute et déterminés selon le type d'établissement suivant les critères mentionnés ci-dessous :

- destination, superficie, hauteur du bâtiment ;
- effectif des occupants.

Récapitulés dans le tableau ci-joint, ils ne représentent qu'une valeur moyenne et peuvent évoluer soit en aggravation, soit en atténuation selon d'autres éléments (éloignement du Centre de Secours de rattachement, difficultés d'accès, risques particuliers, etc...).

Les poteaux d'incendie de norme NFS 61-213 et 62-200 doivent disposer d'un débit de 1000 litres/minute sous une pression minimale de 1 bar. La distance maximale des hydrants par rapport à l'accès au bâtiment est fixée à 150 mètres ; la distance entre chaque appareil ne devant pas dépasser 200 mètres. Le diamètre des canalisations alimentant ces prises est fonction du débit utilisable simultanément et ne sera en aucun cas inférieur à 100 millimètres.

Lorsque le réseau hydraulique communal est insuffisant, en zone urbaine dans certains secteurs défavorisés ou en général en zone rurale, il y a lieu d'utiliser, après aménagement, soit des points d'eau naturels (cours d'eau, canaux, mares, étangs, etc...), soit des réserves incendie.

Les règles relatives à l'aménagement de ces réserves destinées à la défense contre l'incendie font l'objet de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Celle-ci prévoit notamment que les réserves artificielles doivent avoir une capacité de 120 m<sup>3</sup>. Toutefois, lorsque l'alimentation est assurée par un réseau de distribution ou par une source, la capacité peut être réduite du double du débit horaire de l'appoint.

La création de telles réserves n'est justifiable en règle générale que pour des risques faibles ou moyens dont la protection nécessiterait un ou deux hydrants au maximum.



## REALISATION DE LA DEFENSE INCENDIE

TYPE D'ETABLISSEMENT	NOMBRE D'HYDRANTS	DEBIT UTILISABLE l/mn
<b>Zone Urbaine</b>		
<b>* <u>Risque Isolé</u> :</b>		
Maison individuelle, fermes, immeubles d'habitation	1	500 ou 1000
Zone à dominante d'immeuble	moins de 20 maisons =1 plus de 20 maisons =2	1000 2000
Zone à dominante d'immeuble d'habitation de la 3 <sup>ème</sup> famille	2	2000
Zone à dominante d'immeuble d'habitation de la 4 <sup>ème</sup> famille	3	3000
<b>* <u>Etablissement Recevant du Public</u> :</b>		
Etablissement Recevant du Public de surface inférieure à 800 m <sup>2</sup>	1	1000
Etablissement Recevant du Public de surface supérieure à 800 m <sup>2</sup>	1 supplémentaire par fraction de 1000 m <sup>2</sup>	
<b>* <u>Industrie isolée, Zone Artisanale</u> :</b>		
à potentiel calorifique faible	1 par fraction de 800 à 1000 m <sup>2</sup>	3 poteaux d'incendie  sont au maximum
à potentiel calorifique important	1 par fraction de 400 à 1000 m <sup>2</sup>	
<b>* <u>Zone Industrielle</u> :</b> (y compris les voiries, espaces verts, terrain)	1 par 10000 m <sup>2</sup>	utilisables simultanément
<b>Zone Rurale</b>		
Les risques sont souvent identiques alors que les réseaux sont moins adaptés. Les mêmes critères sont conservés mais pourraient faire l'objet de dérogations éventuelles, après justification, sans que la défense incendie soit inférieure à un poteau d'incendie normalisé (100 mm donnant 60 m <sup>3</sup> /h) pour 3000 m <sup>2</sup> .		